

Brochure n° 3309

Convention collective nationale
IDCC : 2272. – ASSAINISSEMENT
ET MAINTENANCE INDUSTRIELLE

AVENANT N° 27 DU 15 AVRIL 2014
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX INDEMNITÉS D'ASTREINTE ET DE REPAS
AU 1^{ER} AVRIL 2014
NOR : ASET1450821M
IDCC : 2272

PRÉAMBULE

Les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la réglementation relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaire il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Article 1^{er}

Salaires minima à compter du 1^{er} avril 2014

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1^{er} avril 2014 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine), la valeur du point à 3,724 € et la partie fixe à 844,04 €. Toutefois, à titre dérogatoire, les parties conviennent de porter le salaire minimal du coefficient 160 (pour 151,67 heures) à la valeur fixe de 1 445,38 €.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit.

Ouvriers. – Employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL MENSUEL (151,67 HEURES)
I		160	1 445,38
II	1	170	1 477,12
	2	185	1 532,98
III	1	200	1 588,84
	2	210	1 626,08
	3	225	1 681,94
IV	1	260	1 812,28
	2	280	1 886,76

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL mensuel (151,67 heures)
IV	1	260	1 812,28
	2	280	1 886,76
V	1	430	2 445,36
	2	580	3 003,96
VI		760	3 674,28

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL mensuel (151,67 heures)
V	1	430	29 344,32
	2	580	36 047,52
VI		760	44 091,36
VII		1120	60 179,04
VIII		1470	75 819,84

Article 2

Indemnités d'astreinte et indemnités de repas

Article 2.1

Indemnités d'astreinte

A compter du 1^{er} avril 2014, les indemnités d'astreinte visées à l'article 5.7, paragraphe B, des clauses générales sont fixées comme suit :

- pendant le repos hebdomadaire (habituellement samedi et dimanche) : 61,05 € ;
- pendant les heures non ouvrées de la semaine civile (7 jours) : 111,08 €.

Cette dernière valeur sera majorée de 15 € brut si un jour férié tombe un jour de la semaine en dehors du repos hebdomadaire.

Article 2.2

Indemnités de repas

A compter du 1^{er} avril 2014, les indemnités de repas visées à l'article 4 de l'annexe III sont fixées comme suit :

- indemnité repas : 8,66 € ;
- panier de nuit : 5,33 €.

Article 3

Suivi de l'avenant

Dans le cas où l'indice général national des prix à la consommation (hors tabac, valeur sur les 12 derniers mois) publié par l'INSEE ferait apparaître, par rapport au dernier indice connu lors de

la présente négociation, une hausse en pourcentage supérieure au pourcentage d'augmentation des minima conventionnels prévu par le présent avenant, les parties conviennent de se réunir dans un délai maximal de 3 semaines.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande de dépôt ainsi que d'une demande d'extension conformément aux règles en vigueur.

Fait à Paris, le 15 avril 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNSA.

Syndicats de salariés :

FNST CGT ;

FGT CFTC ;

FDEA CFE-CGC ;

FAT UNSA.